

# Domaine Public

1 8 4 2

Edition PDF  
du 26 octobre 2009

Les articles mis en ligne  
depuis DP 1841  
du 19 octobre 2009

**Analyses,  
commentaires  
et informations sur  
l'actualité suisse.**

Depuis 1963, un  
point de vue de  
gauche, réformiste  
et indépendant.

En continu, avec  
liens et réactions, sur  
**domainepublic.ch**

---

## Dans ce numéro

### **La guerre des armes**

Comment engranger les bénéfices de la paix  
européenne: l'initiative du GSsA «Contre de nouveaux  
avions de combat» permet d'y réfléchir  
(André Gavillet)

### **Faut-il interdire la vente directe de médicaments par les médecins?**

Deux points de vue sur la dernière consultation  
lancée par Pascal Couchepin  
(Jean-Daniel Delley | Lucien Erard)

### **Dépenses publiques: un éclair de lucidité!**

Il y a de fausses économies qui coûtent cher à plus  
long terme, et des bénéfices qui ne peuvent intervenir  
faute d'investissements préalables  
(Lucien Erard)

### **Ce que la crise aura révélé à la gauche socialiste**

Le PSS a raison de se préparer à la sortie d'une crise  
qui aura mis en évidence des transformations de fond.  
Mais il aurait tort de ne pas y réfléchir d'abord  
(Yvette Jaggi)

### **Le Guerchin au Kunstmuseum de Berne**

Une exposition de dessins du Baroque italien  
à voir jusqu'au 22 novembre  
(Daniel Marco)

## La guerre des armes

*Comment engranger les bénéfiques de la paix européenne: l'initiative du GSsA «Contre de nouveaux avions de combat» permet d'y réfléchir*

André Gavillet (26 octobre 2009)

L'armée est un champ de manœuvre de la démocratie directe. Car la dépense militaire est inscrite au budget et de la sorte échappe au contrôle référendaire. D'où la multiplication des initiatives populaires qui demandent que soient soumis au vote du peuple les achats les plus coûteux ou les armes nouvelles. Mais le peuple a toujours refusé de s'accorder à lui-même cette nouvelle compétence. En revanche, il s'est montré soucieux de limiter l'emprise au sol du champ d'exercice militaire: succès significatif de l'initiative sur la protection des marais dont l'objectif premier était de stopper à Rothenturm l'expansion d'une place d'armes. Et abandon de projets de terrains de tir, aux Diablerets, à Pont-de-Nant, devant une résistance qui aurait tourné au soulèvement local.

Aujourd'hui l'armée veut renouveler une part de son parc aéronautique. Les Tigers sont fatigués. Une initiative populaire du Groupement pour une Suisse sans armée, déposée en juin, demande que l'achat soit différé de dix ans.

Un moratoire donc. Apporte-t-il quelque chose de nouveau, par rapport aux tentatives antérieures de transférer la compétence au peuple?

### Miniaturisation

La démarche rationnelle voudrait qu'une commission de sécurité, nommée par l'autorité politique et sous son contrôle, définisse les missions de l'armée et la dotation financière nécessaire.

De fait, la démarche est différente, inverse. L'armée telle qu'elle est se donne sa propre justification: être en tout temps opérationnelle. Dès lors chaque arme trouve sa place dans le schéma de combat: le fantassin est «couvert» par les chars; les chars sont «couverts» par l'artillerie; l'artillerie est «couverte» par l'aviation. Tout s'imbrique. Il faut des avions parce que nous avons des chars.

Le souci d'économies, au lieu de casser cet automatisme, aboutit à une réduction progressive et parallèle de chaque arme. Plus les coûts d'investissement et de

fonctionnement sont élevés, plus on répartira équitablement les «sacrifices». A la limite, on aura toujours une armée opérationnelle, mais miniaturisée.

Le mérite premier de l'initiative populaire est de casser le schéma et de rendre possible une réflexion sur les missions de l'armée, sans qu'elles soient prédéterminées par ce qui est en place.

### Européens

La donnée fondamentalement nouvelle est la création de l'Union européenne. Au cœur de l'Union, comment imaginer que nous puissions être menacés physiquement! Chaque pays est ainsi appelé à s'interroger sur la manière dont il pourrait «engranger» les bénéfiques de la paix. Des collaborations se mettent en place, non sans peine. Sous conditions, elles pourraient nous être accessibles. Mais cela implique que nous ayons la liberté de choix. Le moratoire sur l'achat d'avions ouvre ce champ de discussion. Il est, par rapport aux exercices antérieurs, innovant.

## Faut-il interdire la vente directe de médicaments par les médecins?

*Deux points de vue sur la dernière consultation lancée par Pascal Couchepin*

Jean-Daniel Delley | Lucien Erard (25 octobre 2009)

### Séparer les rôles pour éviter la tentation

Tel un paratonnerre, Pascal Couchepin a toujours montré un penchant prononcé pour les foudres de l'opinion ou de telle ou telle corporation. Il confirme à la veille de son départ avec le projet d'interdire aux médecins de fournir eux-mêmes les médicaments prescrits à leurs patients. Les médecins, furieux de voir disparaître une source de revenu non négligeable, brandissent la menace d'un référendum.

En fait la mesure annoncée s'inscrit dans la deuxième révision de la loi sur les produits thérapeutiques que le Conseil fédéral soumet à consultation.

Cette conjonction de la prescription médicale et de la dispensation des médicaments – la «*propharmacie*» ou le médecin-pharmacien – est inconnue en Suisse romande, mais répandue de l'autre côté de la Sarine, particulièrement en Suisse centrale et orientale. Cette double casquette peut éventuellement se justifier dans les zones rurales où les apothicaires se font rares. Mais on peut difficilement ignorer le conflit d'intérêt qu'elle recèle, surtout quand on connaît la gigantesque entreprise de séduction qu'exerce l'industrie pharmaceutique sur les médecins: dans quelle mesure le thérapeute intéressé

financièrement à la vente d'un médicament peut-il encore prescrire en toute objectivité?

La solution paraît pourtant simple. Si vraiment les médecins veulent conserver cette double casquette au nom du service à la clientèle, qu'ils acceptent de vendre les médicaments prescrits par eux sans marge bénéficiaire. Plus de conflit d'intérêt, plus de soupçon.

*Jean-Daniel Delley*

### Là où la propharmacie existe, l'effet est positif

Comment réduire les coûts de la santé lorsque le médecin qui les prescrit gagne aussi sur la vente des médicaments: en bonne logique économique, il devrait prescrire plus pour gagner plus. J'y ai cru longtemps en m'indignant qu'un médecin, au centre ville, avec trois pharmacies à sa porte, donne lui-même les antibiotiques stockés dans son armoire.

Et si c'était faux? Le prix de revient du médicament remis par le médecin est plus bas, sa marge également: il a peu de frais généraux, pas de magasin, peu de stocks, et peu d'invendus. Il se limite aux quelques produits les plus courants, alors que le pharmacien doit tenir compte des habitudes de prescription

de nombreux médecins différents. Les statistiques confirment cette hypothèse: les médicaments remis par le médecin coûtent moins cher et, contrairement aux théories économiques, la consommation de médicaments est plus basse là où sont autorisés les pharmaciens. Tout cela, Santé suisse aussi bien que Jacques de Haller, président de la FMH, le disent mieux que moi.

Mais ce qui est finalement déterminant, c'est l'effet revenu induit par la propharmacie: l'argent gagné sur la vente de médicaments permet au médecin de financer son cabinet et de s'assurer un revenu satisfaisant avec un volume d'actes médicaux inférieur. Le médecin, lorsqu'il facture ses consultations, saura que s'y ajoute son bénéfice sur la vente de médicaments. Il pourra donc travailler à moindre coût pour les patients ou leur caisse maladie sans remettre en cause le financement de son cabinet. Il n'est dès lors pas étonnant que dans les cantons autorisant les médecins à vendre des médicaments, la valeur du point TARMED est inférieure, les différences allant jusqu'à 20%.

La proposition Couchepin de supprimer la propharmacie conduira les médecins concernés à vouloir facturer davantage pour tenter de maintenir leur revenu, qu'ils demandent une adaptation de

la valeur du point TARMED ou qu'ils multiplient les actes médicaux. Enfin, le système de santé devra financer également

les nouvelles pharmacies.

Ce qui devrait réduire les coûts de la santé risque donc bien

plutôt de les augmenter.

Lucien Erard

## Dépenses publiques: un éclair de lucidité!

*Il y a de fausses économies qui coûtent cher à plus long terme, et des bénéfiques qui ne peuvent intervenir faute d'investissements préalables*

Lucien Erard (23 octobre 2009)

Ces jours derniers trois conseillers fédéraux découvrent presque ensemble que la réduction des dépenses, objectif numéro un du gouvernement, pourrait bien coûter très cher à notre pays. Passons sur les cauchemars d'Ueli Maurer qui voit son rêve d'une armée suisse la meilleure du monde passer à la trappe: nous n'en avons pas besoin! Micheline Calmy-Rey s'inquiète du manque de moyens du département fédéral des affaires étrangères face aux défis qui nous attendent, mais elle se trompe de remède: nous ne manquons pas de diplomates; par contre notre législation, qui fait fi des principes de justice fiscale et d'égalité, provoque la légitime colère des pays qui voient fuir une partie de leurs contribuables. Notre mentalité d'écureuil devient dramatique lorsqu'elle nous conduit à épargner, soit disant pour ne pas charger les prochaines générations, au lieu d'investir. Moritz Leuenberger a lancé un cri d'alarme. Il faut investir bien davantage dans nos infrastructures.

Aberrant: ce pays sait qu'il vit des conditions-cadre offertes aux investisseurs privés et aux entreprises qu'il veut attirer, mais laisse le cadre de vie de la

population se détériorer progressivement faute d'investissements suffisants. Et si Moritz Leuenberger n'a parlé que chemin de fer, c'est que sa fibre écologique lui interdisait de parler routes. D'autres, dans les cantons, se désolent du manque de logements, de l'appauvrissement d'une partie de la population, du sentiment d'insécurité qui fait le lit de l'extrême droite, faute d'argent pour la police, la justice, les prisons, faute d'argent surtout pour traiter humainement les sans-papiers, les jeunes sans travail; faute d'argent pour relancer l'économie et offrir à chacun un emploi.

Mais il y a plus grave, comme les deux membres du gouvernement responsables du dossier ne devraient pas tarder à le dire. Ce sont les économies sur ce qu'on se plaît à qualifier de «*notre seule matière première*», la connaissance, la science, la recherche, l'éducation, la formation. Le manque de moyens a des conséquences à long terme, à tous les niveaux, du jardin d'enfants aux hautes écoles de réputation, pour combien de temps encore, internationale.

Les statistiques sont claires: trop de gens arrêtent trop tôt leur formation et leurs

qualifications ne répondent plus aux besoins de l'économie ni de la société, le récent rapport des académies (DP 1838) le souligne avec raison. Dans beaucoup de cantons, dans de nombreuses filières, existe *de facto* un véritable *numerus clausus* dont personne ne parle jamais. Le nombre de places de formation étant limité pour des raisons financières, l'accès aux études secondaires et à de très nombreuses filières de formations post obligatoires font en réalité l'objet d'un véritable concours: faire croire que les éliminés sont incapables suffit à les faire taire. Mais ce vrai gâchis a des conséquences économiques et politiques dramatiques.

Un des exemples les plus frappants: 30% des médecins dans les hôpitaux suisses ont un diplôme étranger; ils suppléent aux jeunes à qui l'accès aux facultés de médecine a été refusé en Suisse. Mais il y a bien d'autres cas: des dizaines de milliers de frontaliers viennent chaque jour remplacer nos enfants insuffisamment formés faute de places d'apprentissage, faute d'écoles dans l'horlogerie, la mécanique, la santé, le social. Combien parmi les milliers de Genevois au chômage n'ont pas

eu la chance de bénéficier d'une formation suffisante?

Reste à comprendre pourquoi ce pays, un des plus riches du monde, est aussi avare quand il s'agit d'investir. Longtemps plus riche que d'autres, la Suisse a pu financer son ménage public avec des impôts plus bas qu'ailleurs. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Or une concurrence fiscale

ruineuse entre les cantons finit par nous priver des impôts des contribuables les plus riches et des entreprises, trop mobiles. La démocratie directe, qui permet aux contribuables de voter les impôts qu'ils devront payer – ce que personne au monde ne peut comprendre – joue toujours plus un rôle de frein dès lors que l'essentiel de la charge fiscale retombe sur la classe moyenne. Le poids des

lobbies, l'emprise de l'idéologie libérale laissent croire que les entreprises et le marché suffisent à eux seuls à développer l'économie, à condition qu'on évite de s'endetter, qu'on supprime toute entrave, notamment fiscale. Or l'Etat ne doit pas être géré comme un ménage privé. Notre mentalité de boutique a des conséquences dommageables.

## Ce que la crise aura révélé à la gauche socialiste

*Le PSS a raison de se préparer à la sortie d'une crise qui aura mis en évidence des transformations de fond. Mais il aurait tort de ne pas y réfléchir d'abord*

Yvette Jaggi (22 octobre 2009)

Investir dans les énergies renouvelables pour en tripler la part dans la consommation globale d'ici 2030. Instituer un salaire minimum équivalent à 60% au moins du salaire médian payé en Suisse pour mettre fin au dumping salarial. Tels sont les objectifs des deux initiatives populaires fédérales que, suivant l'avis concordant de la base et des sections, le Congrès du PSS a décidé samedi dernier de lancer dès l'an prochain. Habile combinaison pour mieux sortir de la crise, par la double porte rose et verte. Ainsi, le PS fait également droit à ses deux priorités et sensibilités complémentaires, la défense des travailleurs et la protection de l'environnement. Voilà un parti qui garde les pieds sur terrain connu. Pas de raison de s'aventurer en zones moins balisées: écartés les débats sur la décroissance et l'antiproductivisme, sur la résurgence de l'économie-casino malsainement prospère,

sur la bonne gestion des biens collectifs étudiée par Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie 2009.

Côté PS donc, les principaux axes de la campagne pour les élections nationales de 2011 sont désormais connus. Reste à les développer et surtout à les insérer dans le vaste et long processus de révision du programme du parti. Reste aussi à rendre le tout plus lisible, à en faire mieux apparaître la cohérence. En commençant par le traditionnel label «socialiste» et le nouveau logo «oui», qui méritent tous deux clarification et réinterprétation dans les circonstances actuelles.

Plus important encore. Le moment est venu d'une analyse critique ainsi que d'une réflexion sur les effets de la crise, dont le PSS ne peut plus faire l'économie. Car cette dure période aura permis à la gauche d'une part d'améliorer

sa connaissance des mécanismes économiques et des réalités sociales et, d'autre part, de prendre conscience de certains manquements dans sa pensée comme dans son action sur le terrain.

### Les échelles

L'ampleur de la crise, financière d'abord puis économique, a bousculé les échelles de référence, monétaires et géographiques.

Les montants cités quotidiennement dans les médias ont passé l'an dernier du million au milliard d'unités monétaires. Des dizaines de milliards de dollars ont brûlé dans les fours de la spéculation, des centaines ont servi à financer des plans de sauvetage et de relance. Les banques centrales et internationales ont sorti des sommes dont on n'arrive plus à se représenter la contre-valeur réelle, au point de douter de

son existence et de se représenter le système économique comme un vaste bain de bulles.

La mondialisation a quant à elle confirmé sa dimension planétaire, qui a fortement accéléré la diffusion de la crise mais aussi montré ses limites institutionnelles. Sous l'influence des altermondialistes, que la crise semble avoir dissous pour en faire des anticapitalistes sommaires, on pensait que les groupes industriels et financiers actifs sur les marchés globalisés avaient supplanté les Etats, sous prétexte que leurs chiffres d'affaires et même leurs profits dépassent le produit national brut de nombreux pays. Or les multinationales sont toutes rattachées à un Etat, où elles ont bel et bien leur domicile fixe, leur siège principal, et dont elles requièrent souvent le soutien. Clarification importante, notamment pour la Suisse, apportée par la sociologue Saskia Sassen dans son plus récent ouvrage traduit en français.

L'adhésion de la Suisse à l'Union européenne, une perspective sur laquelle le PSS a mis prudemment la sourdine ces dernières années, fera débat jusqu'au jour même où notre pays deviendra effectivement membre de l'UE. Pas demain, mais après-demain, prédit Moritz Leuenberger, dont la politique des transports est tenue pour exemplaire à Bruxelles. Mais le PS semble avoir oublié la dimension continentale; à moins qu'il se range tacitement parmi ceux pour qui la Suisse reste loin d'avoir épuisé les charmes du bilatéralisme opportuniste et les possibilités

de s'aligner sans codécider. Autant dire que le PS, traditionnellement pro-européen, se retrouvera sur une position tactique encore plus en retrait que celle du Conseil fédéral dans son récent *Rapport de politique extérieure*, qui réserve expressément l'adhésion comme «*une option pour la Suisse*» (DP 1840).

Les structures intérieures de notre pays, longtemps figées, commencent à bouger: les régions transfrontalières et intercantionales instaurent des collaborations nouvelles, les agglomérations passent des contrats, les communes fusionnent. A tous les niveaux, on vise une réduction des écarts entre espaces fonctionnels (régions urbaines par ex.) et territoires institutionnels (cantons, communes). Si la crise n'a pas lancé le mouvement, elle l'aura sans aucun doute accentué. Comme aura été du même coup renforcé le besoin de nouvelles formes de concertation et de participation pour les projets de développement territorial et local (DP 1796) – auxquels le PS se doit de contribuer efficacement. Sous peine de voir le discours anti-frontaliers prospérer à Genève et ailleurs.

### Les ressources

Même si les énormes mouvements d'argent liés à la gestion de la crise paraissent abstraits, ils n'en ont pas moins des effets directs et durables sur les finances publiques. Les recettes fiscales encaissées auprès des personnes physiques comme des sociétés commerciales vont chuter en proportion de la «*régression à chaud*» de leur capacité

contributive. Pour nombre d'entreprises, le retour aux chiffres noirs et aux bénéficiaires après amortissement ne se fera pas avant plusieurs exercices. D'ici là, les budgets des cantons et des villes, spécialement de ceux et celles qui abritent une place financière, demeureront très serrés et ne permettront des investissements de relance qu'au prix d'un endettement croissant.

Pas besoin d'être grand clerc pour deviner que la gestion de la dette publique représente d'ores et déjà le problème politique majeur de l'après-crise pour les Etats et les collectivités territoriales. En Suisse, où l'inquiétude du débiteur privé s'étend le plus souvent à la situation des caisses publiques, l'endettement engendre un souci que les grands argentiers ne se privent pas de faire partager aux élus et aux citoyens.

Souvent qualifiés de dépensiers, les socialistes, qui s'opposent régulièrement aux mécanismes de frein à l'endettement, auront fort à faire pour éviter les blocages et les réductions budgétaires que la droite ne manquera pas de chercher à imposer en matière de sécurité sociale, de protection de l'environnement ainsi que de formation et de recherche. Et quand le ministre UDC des armées Ueli Maurer choque élus et galonnés en faisant mine de vouloir économiser sur l'achat d'avions de combat, le gag donne la mesure de la menace qui pèse sur des dépenses autrement plus importantes aux yeux des socialistes.

En clair, la marge de manœuvre budgétaire des

pouvoirs publics sera sans doute fortement réduite dans les années à venir, en Suisse comme dans d'autres pays où la dette dépasse toutes les normes établies et précautions d'usage. Il incombera au PSS et à ses alliés de préserver les investissements prioritaires pour les infrastructures de transports collectifs, les énergies renouvelables et les établissements d'enseignement, tous niveaux confondus.

A noter que la crise aura porté un coup très dur au budget des grands partis bourgeois qui ont dû renoncer dès cette année au *sponsoring* d'UBS, sauvée l'automne dernier à coup de milliards par la Confédération et la Banque nationale. La liste des autres banques et entreprises donatrices a même circulé. Les bénéficiaires ont pris leurs précautions: ceux-là même qui s'étaient opposés à répétées reprises au financement accru des partis par les fonds publics ont accepté pour 2010 une augmentation substantielle de la contribution de la Confédération aux groupes parlementaires ayant au moins cinq élus à l'Assemblée fédérale.

### Les méthodes

C'est bien au niveau des actions sur le terrain que la crise a révélé le plus de lacunes et d'inadéquations de la part des responsables et militants du PS, ici et là déjà installés dans

leurs nouvelles habitudes de majoritaires. Or c'est à ce niveau aussi que se forment les victoires ou se préparent les défaites électorales.

Affrontant lui-même les publics les plus divers, y compris les actionnaires d'UBS réunis en assemblée extraordinaire au printemps dernier, Christian Levrat, président du PSS, envoie ses troupes dans la rue, au stade, sur Facebook, au sein du mouvement associatif. Fort bien. Mais a-t-il remarqué où se prennent les initiatives les plus novatrices, les élans les plus surprenants, les engagements spontanés les plus sérieux en termes d'organisation sinon de longue durée?

Dans les associations et autres rassemblements sans but prioritairement lucratif certes, mais d'une génération nouvelle, d'un style différent et surtout d'une capacité de mobilisation souvent impressionnante. Plus précisément dans ce «*tiers secteur*» de l'économie sociale et solidaire où associations, coopératives, fondations, sociétés simples et autres formes juridiques plus ou moins définies créent des entreprises et des activités viables à moyen et long terme. Un secteur qu'observent non sans envie ni méfiance les associations traditionnelles, partis et syndicats compris. A l'exception des Verts, peut-être la seule formation politique

dont le fonctionnement s'apparente (encore?) à celui qui prévaut dans les collectifs plus ou moins formalistes.

De manière générale, le PSS aurait intérêt à étudier de plus près les solutions de proximité que la crise a remises à jour. Les systèmes de monnaies locales resurgissent de toutes parts, y compris aux Etats-Unis et au Japon, tout comme les mutuelles et autres organisations d'entraide plus connues en Europe. Se développent aussi les ventes directes faites par le producteur, agricole ou maraîcher par exemple, au consommateur amateur d'appellations d'origine qu'il contrôle lui-même; le succès de ces réseaux de distribution simplifiés confirme une aspiration de plus en plus répandue à la suppression des intermédiaires et à la gestion autonome de ses propres sources d'approvisionnement.

Ultime sujet de réflexion. Il arrive que les associations sans but lucratif parviennent, à force de persévérance et de professionnalisme, à des résultats hors de portée de la politique. Après tout, c'est la Fédération romande des consommateurs (FRC) qui a obtenu du Crédit Suisse les premières indemnités de clients touchés par la faillite de Lehman Brothers, à la suite d'une sorte inédite de «*class action*» à l'helvétique.

## Le Guerchin au Kunstmuseum de Berne

*Une exposition de dessins du Baroque italien à voir jusqu'au 22 novembre*

Daniel Marco (20 octobre 2009)

Sous le titre *Furie et grâce. Le Guerchin et son entourage. Dessins baroques de la collection des Offices*, le musée des beaux arts de Berne accueille une exposition relativement modeste dans ses dimensions, sobre dans sa présentation, et singulière et exceptionnelle par son contenu: des dessins de Gian Francesco Barbieri dit «*Il Guercino*» surnom qui signifie «*Le Loucheur*»; Barbieri était atteint de strabisme.

Né à Cento près de Ferrare en 1591, mort à Bologne en 1666, il entre à 17 ans dans l'atelier d'un peintre de l'Ecole de Bologne Benedetto Gennari. Autodidacte, il se forme et développe son art par l'étude des tableaux des Carrache, puis par celle des œuvres du Caravage à Venise. Il est l'un

des acteurs marquants du Baroque italien autant dans l'approche de la nature que pour l'invention artistique. Il recourt à toutes les techniques de l'époque: dessin à la plume avec ou sans lavis, craie noire, sanguine et fusain sur papier blanc et de couleur.

Les dessins exposés, une centaine, proviennent des Offices de Florence qui possèdent la plus importante collection de dessins du Guerchin. L'exposition est conçue de manière très didactique. Plusieurs dessins qui préparent une œuvre peinte sont accompagnés d'une petite reproduction photographique commentée de celle-ci. Le visiteur peut «*tourner*» devant le dessin pour le regarder selon différents angles. Il n'y a pas de

point fixe d'observation. Rien n'est retenu. Les personnages et leurs compositions, souvent religieuses, ne sont pas hiératiques. Il n'y a pas de composition. Dans les paysages, la nature s'anime sous le vent.

Ces dessins ne sont pas des esquisses, bien que plusieurs d'entre eux constituent des études préalables à une peinture; ce sont des œuvres «*en soi*». Jean-Auguste Ingres aura raison plus tard de dire et d'écrire «*Le dessin est la probité de l'art*» et Alberto Giacometti de surenchérir «*Le dessin est la base de tout*».

L'exposition présente aussi, et ce n'est pas son moindre intérêt, des dessins des artistes qui ont inspiré Le Guerchin et de ceux qui s'en sont inspirés.